

# Politique africaine

## APPEL À CONTRIBUTIONS

### Pouvoir social et frontières raciales (post)coloniales : mondes indiens, arabes et occidentaux en Afrique

Dossier coordonné par

**Hélène Quashie** (LARTES-IFAN, IMAF, ICM)

Date limite d'envoi des propositions : **6 décembre 2021**

---

Ce dossier s'intéresse à la présence ancienne et renouvelée de réseaux d'acteurs liés aux sous-continentaux indien, arabe, européen et nord-américain en Afrique. De par leur historicité et leurs spécificités, ces réseaux peuvent constituer des « analyseurs » des sociétés locales. Ce dossier place ainsi le projecteur sur la manière dont les rapports de classe, de « race » et de genre, par-delà la variété des configurations, structurent, modifient ou repoussent des frontières entre l'Autre et Soi, impliquées dans les dynamiques sociales, économiques et politiques des sociétés africaines depuis la période coloniale. Il s'agit de dépasser les définitions de ces groupes sociaux, en déplaçant la focale sur les jeux de frontières de leurs réseaux et systèmes de relations (Poutignat, Streiff-Fenart, 1995), afin de rendre compte de leurs permanences et mutations.

L'étude en sciences sociales des mobilités et migrations liées à l'Afrique s'intéresse majoritairement à des flux de populations qui ont quitté ce continent pour gagner l'Europe ou l'Amérique du Nord (Quiminal, 1991 ; Ebin, 1993 ; Timera, 1996 ; Gueye, 2001 ; Tandian, 2007 ; Mary, 2010 ; Dia, 2015) ; ou aux mobilités africaines en transit et intracontinentales (Goldschmidt, 2002 ; Bredeloup, Pliez, 2005 ; Daum, Dougnon, 2009 ; Timera, 2011). Les pays africains sont alors appréhendés à l'aune de l'émigration économique, intellectuelle et politique. Depuis les années 2000, l'attractivité du continent africain dans les circulations Sud-Sud a favorisé l'étude de l'installation de nouveaux résidents, souvent de nationalité chinoise (Bredeloup, Bertocello, 2006 ; Marfaing, Thiel, 2013 ; Rajaoson, 2013). Mais si ces travaux font valoir l'Afrique comme terre d'immigration, ils présentent des flux récents en provenance de « Suds » particuliers.

Or, ce continent accueille depuis des siècles des populations issues d'autres pays et régions du monde qui participent à l'organisation et à la structuration de ses sociétés. Cette présence reste paradoxalement sous-étudiée. Elle éclaire pourtant à nouveau frais les productions et négociations de l'altérité, les modes de socialisation et les logiques des systèmes économiques et politiques locaux. Ce dossier prend donc pour objet la pluralité des processus sociaux qu'induisent les dynamiques des réseaux d'acteurs liés aux sous-continent indien, arabe, européen et nord-américain en Afrique : ils se croisent, se distinguent et se côtoient de très longue date, questionnant différemment plusieurs facettes de la postcolonialité sur ce continent.

## **Contexte**

Des circulations saisonnières ou aboutissant à des installations définitives en provenance de la péninsule arabique et du sous-continent indien ont été bien documentées (Adam, 2009 ; Adjemian, 2012 ; Charnay, 2017), au moins depuis le VIII<sup>ème</sup> siècle pour la Corne de l'Afrique et l'Afrique orientale. Ces installations ont donné naissance à des systèmes socio-politiques composites et redéfinis selon les régions, les époques et les gouvernances, tels les mondes swahilis (Coret, 2019). Elles ont aussi constitué des groupes sociaux qui entretiennent des microcosmes identitaires, comme les milieux indo-pakistanaïens d'Afrique australe et orientale ou libanais en Afrique de l'Ouest (Labaki, 1993 ; Taraf-Najib, 1997 ; Leichtman, 2013 ; El Chab, 2019).

L'histoire de ces groupes sociaux croise, à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle, celle de la domination coloniale européenne. Leurs rapports socio-politiques avec les autorités des anciennes métropoles et les milieux européens établis en Afrique ont structuré des statuts distincts et des positions de concurrence avec les colons et d'intermédiation avec les sociétés locales (Oonk, 2006 ; Kaarsholm, 2016 ; El Chab, 2016). De plus, à l'inverse des Européens, les acteurs originaires des sous-continent arabe et indien ont construit leur présence en Afrique sous la forme de réseaux familiaux, commerciaux et religieux qui se renforcent dans la mobilité. Ils sont progressivement devenus influents dans différents domaines de l'industrie secondaire et tertiaire : textile, agro-alimentaire, production de plastique et de papier, immobilier, commerce de gros, hôtellerie, restauration, bâtiment. Ils ont aussi investi des secteurs d'activités donnant accès à des catégories sociales supérieures, comme la médecine, le droit et la production artistique. Leurs professions et sociabilités ont ainsi établi des connexions en Afrique et en dehors, permettant sur le long terme d'acquérir des nationalités africaines, européennes et nord-américaines (Leichtman, 2005 ; El Chab, 2016). Elles permettent aussi d'introduire de nouveaux acteurs qui s'installent en Afrique, parfois originaires de pays différents (comme par exemple les récents résidents marocains, saoudiens, syriens, iraniens qui côtoient les milieux libanais).

L'entre-soi arrimé à des spécificités statutaires, chez des acteurs qui détiennent souvent des monopoles économiques, qui circulent en Afrique, sont démographiquement minoritaires et qui n'appartiennent pas nécessairement à des milieux d'élites, façonne des différenciations sociales, raciales et genrées qui structurent les rapports entre groupes et entre individus au sein des sociétés africaines. Selon les pays, les enjeux des alliances matrimoniales illustrent ainsi des barrières et prescriptions sociales particulières (Adam, 2009 ; El Chab, 2019), ou structurent des milieux « mixtes » incluant des acteurs catégorisés comme « métis ». Le transnationalisme (Schiller et al.1992) de ces réseaux sociaux, qui se traduit également par la bi ou tri-nationalité et des sentiments nationaux multiples (Leichtman, 2005, 2010 ; Fouéré, 2010 ; El Chab, 2016) conduit certains acteurs à s'engager dans la vie politique locale ; d'autres à se présenter comme ressortissants africains une fois à l'étranger. La majorité n'envisage pas de retour vers le pays de provenance de leurs familles. Aussi, leurs modes de résidence dans les sociétés africaines produisent des appartenances plurielles, des ancrages ambivalents et des frontières sociales à la fois permanentes et fluctuantes. Dans ces milieux sociaux, les étiquettes identitaires « africain.e », « arabe » « libanais.e », « indo-pakistanaïens.e »,

« européen.ne », « nord-américain.e » ne recouvrent pas toujours des sens homogènes, et leurs constructions dépendent souvent des configurations sociales et situations d'interaction.

Les comptoirs coloniaux ont entraîné l'installation de résidents européens en Afrique, ouvrant la voie à l'établissement de commerces, de contingents militaires, de sociétés de service et d'exploitation, d'écoles, d'universités, d'églises. Ces trajectoires européennes ont encouragé celles d'acteurs de nationalités américaine et canadienne. Les politiques des Indépendances n'ont pas remis en cause ce phénomène (Cruise O'Brien, 1972 ; Grossetti, 1986 ; Dozon, 2003 ; Rubbers, 2009 ; Peraldi, Terrazoni, 2016 ; Smith, 2019), même si les professions exercées et les conditions de travail se sont modifiées (Akesson, 2016 ; Metaxides, 2010 ; Dos Santos, 2016 ; Quashie, 2016a, 2016b). Les processus sociaux résultant d'une présence occidentale continue en Afrique restent toutefois peu considérés en sciences sociales – souvent en raison d'une durée de séjour perçue comme limitée et de la moindre importance démographique de ces acteurs, en réalité sous-recensée comme dans d'autres régions du « Sud » (Fabbiano *et al.*, 2019). Or, les domaines de l'industrie minière, du commerce international, de la construction, de la coopération, de l'aide au développement, des arts, de la médecine, des media, de l'administration consulaire, du tourisme, de l'enseignement comme de la recherche, ont créé des réseaux et appartenances qui structurent de manière durable des milieux sociaux et des logiques d'entre-soi. Ils facilitent aussi des passerelles professionnelles, des circulations en Afrique et l'acquisition de divers statuts administratifs (stagiaire, volontaire, salarié, consultant, expatrié, travailleur indépendant, entrepreneur, etc.).

Ces mondes occidentaux, en dépit de la multiplicité des trajectoires de leurs acteurs et des fragmentations internes liée aux nationalités, langues et rivalités sociales, ont souvent pour point commun d'occuper des marges économiques et statutaires des sociétés africaines, tout en étant insérés dans des activités professionnelles et culturelles qui possèdent un ancrage local. Ces dynamiques sont fonction de contextes historiques et régionaux, de sphères de socialisation particulières (Rubbers, 2007), qui favorisent des habitus (Bourdieu, 1980) et des mécanismes de différenciations économiques, raciales, symboliques (Pierre, 2012 ; Quashie, 2015 ; Hurni, 2019).

Les catégorisations sociales qui en résultent peuvent concerner les acteurs issus des sociétés locales qui circulent dans ces réseaux. Ce ne sont pas toujours des élites, ce sont parfois des résidents binationaux ou encore des acteurs de « retour » issus des diasporas africaines d'Europe et d'Amérique du Nord. Ces acteurs sont alors assignés aux attributs socialement construits de la « blancheur » (Diawara, 1994 ; Papinot, 1998 ; Pierre, 2012 ; Quashie, 2015 ; Horne, 2019 ; Sambou, 2020 ; Traore, 2020) – assignations qui font écho à des catégorisations similaires au sein des diasporas africaines du « Nord » au regard de certains modes de socialisation (Telep, 2018 ; Brun, 2019). Les représentations et imaginaires liés aux mondes occidentaux dans les sociétés africaines structurent en effet des pratiques et classifications qui s'inscrivent dans l'histoire, l'évolution des processus migratoires Nord-Sud et les dynamiques de la mondialisation actuelle. Elles sont les reflets de logiques constituées par la situation coloniale et ses rapports de pouvoir (Mamdani, 2004) sans être reconduites à l'identique. Les labellisations identitaires « européen.ne », « nord-américain.e », « blanc.he », « africain.e » s'en trouvent complexifiées, révélant là aussi les ambiguïtés de leurs constructions sociales. Les milieux occidentaux en Afrique ont en outre toujours inclus des unions « mixtes » (Rubbers, 2007 ; Tisseau, 2010 ; Geoffrion, 2016 ; Despres, 2017 ; Blum, Rillon, 2018 ; Dragani, 2018) et des descendants catégorisés comme « métis ». Ces configurations sociales soulignent des barrières, mais aussi des frontières parfois labiles, qui mettent en perspective les relations des sociétés locales avec les familles « mixtes » issues de la période esclavagiste et coloniale et avec celles liées aux plus récentes circulations du « Nord » vers l'Afrique.

Les acteurs sociaux de l'ensemble de ces réseaux sont souvent confrontés à des assignations locales (*naar, karan, wahindi, fôté, toubab, yovo, oyinbo, toubabuw, mundele, obroni, mzungu*) qui évoquent un statut d'« étranger » ou de « semi étranger ». Celui-ci est renforcé par les langues que ces acteurs utilisent dans la vie courante, par leur minorisation démographique, et peut persister même lorsqu'ils sont nés sur place, sont issus d'une seconde ou troisième génération migratoire ou possèdent une double ou triple citoyenneté incluant celle de la société de résidence. Ces acteurs sont aussi parfois les cibles des politiques ou de mécontentements populaires. En retour, une xénophobie ambivalente parfois subtile peut être observée à l'égard des résidents qu'ils désignent comme « africains ». Toutefois, ces frontières altérisées n'empêchent pas l'établissement de liens économiques, politiques et affectifs. Par différents processus de socialisation, certains acteurs circulent même entre ces mondes sociaux en brouillant les assignations identitaires. Ces paradoxes permettent d'explorer la façon dont se construisent des confluences, distinctions et hiérarchisations entre des réseaux d'acteurs dont les statuts et privilèges ne sont pas équivalents, et questionnent plus largement les « politiques de la "race" » en Afrique postcoloniale (Pierre, 2012).

### **Axes d'étude**

Plusieurs grandes entrées permettent d'interroger les productions sociales de frontières (post)coloniales entre l'Autre et Soi, et les enjeux socio-économiques et politiques qu'elles favorisent, à l'aune des dynamiques de ces réseaux d'acteurs installés de longue date en Afrique. A la jonction de rapports de classe, de « race » et de genre, il s'agira aussi de revisiter les notions de « minorité », « étranger », « diaspora », au regard des circulations, installations, représentations et relations avec les Etats-nations qui configurent ces mondes sociaux. Sans être exhaustifs, les axes d'étude proposés apparaissent incontournables, car ils se réfèrent à des sphères de socialisation, pour certaines historiquement déterminées, où se croisent ces réseaux d'acteurs, se (re)dessinent leurs frontières et se construisent leurs relations avec les sociétés locales.

Une première entrée questionnera les **modes de résidence** et leur imbrication aux processus locaux d'urbanisation, en ville comme en zone rurale. Observe-t-on des découpages territoriaux (par quartier, lotissement, immeuble) qui reflètent des ancrages liés à l'« origine », la classe et/ou la nationalité, et selon quelle(s) évolution(s) ? Quelles relations sociales l'occupation de l'espace résidentiel construit-elle entre ces réseaux d'acteurs et les sociétés locales ? Les acteurs participent-ils à l'extension de zones d'habitation ou à la (re)valorisation de patrimoines bâtis ? Dans quelle mesure certaines pratiques d'habitat modifient-elles l'organisation des infrastructures (comme celles de santé), mais aussi le marché local du logement et les logiques de spéculation foncière ? Quels rôles jouent les réseaux familiaux et les milieux professionnels dans les stratégies locatives, les acquisitions et transmissions de patrimoine immobilier ? Enfin quels enjeux ces modes de résidence soulèvent-ils au regard des citoyennetés et du droit local de la nationalité ?

En second lieu, on s'interrogera sur les **métiers et activités professionnelles**. Historiquement, les réseaux indo-pakistanaï et libanais ont occupé des emplois et positions spécifiques, favorisés par des entre-soi familiaux qui facilitent les circulations d'acteurs, de compétences et de capitaux. Les milieux occidentaux ont visé d'autres types d'activités, en ont créé de nouvelles, voire ont organisé une extension des marchés de l'emploi européen et nord-américain en Afrique. Ces champs professionnels continuent-ils de réguler leur accès par la nationalité ou « l'origine », se recourent-ils et dans quels domaines ? Les contrats d'expatriation étant de plus en plus rares, quelles pratiques observe-t-on dans l'accès à l'emploi avec des contrats de droit local ? Quelles logiques ces dynamiques engendrent-elles pour les professionnels binationaux et ceux issus des sociétés locales ? Permettent-elles de diversifier les marchés de l'emploi en Afrique ?

En troisième lieu, on souhaite questionner le rôle du **système d'enseignement** privé et/ou communautaire. Ces établissements sont de catégories diverses, ont des histoires institutionnelles différentes, mais peuvent renforcer la reproduction de frontières sociales, voire raciales, fondées sur l'entre-soi de classe (en accueillant des enfants d'élites transnationales) et/ou identitaire (par des critères de sélection religieux et d'« origine »). Etudier leur fonctionnement permet d'observer des corrélations entre sociabilité, classe, « race » et trajectoires. Quels acteurs retrouve-t-on dans la direction, la gestion et les publics de ces établissements ? Comment s'imbriquent les rapports de génération, de genre et les circulations des acteurs ? Ces systèmes d'enseignement contribuent aussi aux orientations universitaires en et hors Afrique, et à la création de réseaux d'*alumni* qui participent au retour d'anciens élèves dans des champs professionnels circonscrits en Afrique : comment ces processus interviennent-ils dans les constructions identitaires et dans l'évolution de certains secteurs économiques globalisés ?

Quatrièmement, on interrogera les **pratiques religieuses**, quelles que soient les confessions des acteurs. Plusieurs réseaux chrétiens recoupent des milieux européens et libanais, et peuvent être autant questionnés que les rapports à l'islam d'acteurs liés aux sous-continentaux européen, nord-américain, arabe et indien. Leurs pratiques se fondent-elles dans les dynamiques locales, s'inspirent-elles de modèles extérieurs, ou initient-elles d'autres rapports à la religion ? Quels sont l'historicité et les lieux de ces pratiques ? Quelles configurations sociales, économiques, familiales, nourrissent-elles ? Ces pratiques reflètent-elles certaines appréhensions du religieux et de ses logiques d'affiliation dans les sociétés locales ? Comment y sont-elles perçues ?

Un cinquième aspect pourra s'intéresser aux **lieux et activités de loisirs**. Ils départagent les groupes sociaux entre ceux qui peuvent aménager du temps libre et ceux qui ne le peuvent guère. Les pratiques de loisir déplacent parfois les sociabilités hors des lieux du travail et de l'école, renforçant des entre-soi identitaires, raciaux et/ou économiques. Certains lieux de loisir dévoilent ainsi des modes de reproduction sociale, ou parfois de subversion de celle-ci. Aussi, quelles socialisations par le loisir révèlent des modes de distinction ou des zones de confluence et de mixité ? Quels rôles jouent les rapports sociaux de genre dans ces dynamiques ? Comment ces pratiques façonnent-elles les marchés locaux du loisir, de la culture, des arts, du tourisme et les marchés de l'emploi qui y sont liés ? Que montrent-elles des écarts générationnels et des choix des jeunes locales qui adoptent, renouvellent ou rejettent certains modèles de loisir ?

Enfin, ce dossier invite à travailler sur la **participation politique**. Selon les pays, celle-ci prend diverses formes qui s'appuient sur des enjeux de citoyennetés. Quels sont les pratiques, leur historicité et les lieux de performance du politique dans ces réseaux sociaux ? Comment se croisent les engagements officiels et les groupes de pression plus informels et discrets ? Que montrent-ils des liens entretenus avec le pays d'« origine » et la société locale ? Comment se négocient les relations avec les Etats et les électeurs ? Que traduisent l'acquisition et la transmission de double ou triple nationalités pour les électeurs, les représentants élus et leurs réseaux d'appartenance ? Ces processus favorisent-ils des carrières politiques locales ? L'engagement dans la coopération bilatérale ou dans des organisations internationales constitue un autre mode de participation politique. Comment pèse-t-il dans les sociétés locales ? Que dit-il des relations nouées avec leurs élites sur place et à l'étranger ?

Ce dossier thématique souhaite accueillir des contributions de différentes disciplines, en français ou en anglais, qui s'appuient sur des données originales. Le thème de ce dossier soulève également des questions transversales qui relèvent de l'**épistémologie** des sciences sociales. La réflexivité et la positionnalité des chercheur.e.s apparaissent essentielles face à ces objets de recherche et aux outils scientifiques mobilisés pour (re)penser la production de certains savoirs relatifs à l'Afrique.

## Calendrier

**6 décembre 2021** : Date limite de soumission des propositions (résumé d'une page en français ou en anglais) à [helenemv.quashie@gmail.com](mailto:helenemv.quashie@gmail.com) / [helene.quashie@free.fr](mailto:helene.quashie@free.fr)

**17 décembre 2021** : Notification aux auteur.es de l'acceptation ou du refus de leur proposition

Pour plus d'information sur le format des articles à soumettre, voir (<https://polaf.hypotheses.org/soumettre-un-article/submit-to-the-journal>).

## Références bibliographiques

ADAM M. 2009, *L'Afrique indienne. Les minorités d'origine indo-pakistanaïses en Afrique orientale*, Paris, Karthala.

ADJEMIAN B. 2012, « Les Arméniens en Éthiopie, une entorse à la "raison diasporique" ? Réflexion sur les concepts de diaspora marchande et de minorité intermédiaire », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 3, n°28, p. 107-126.

AKESSON L. 2016, "Moving beyond the colonial? New Portuguese migrants in Angola", *Cahiers d'études africaines*, vol. 221-222, n°1-2, p. 267-286.

BLUM F., RILLON O. 2018, « Mémoires sensibles, mémoires métisses de la colonisation », *Socio-anthropologie*, vol. 37, n°1, p. 51-70

BOURDIEU P. 1980, *Le Sens pratique*, Paris, Editions de minuit.

BREDELOUP S., PLIEZ O., 2005, "Migrations entre les deux rives du Sahara", *Autrepart*, vol. 36, n°4. p. 3-20.

BREDELOUP S., BERTONCELLO B. 2006, « La migration chinoise en Afrique : accélérateur du développement ou " sanglot de l'homme noir " ? », *Afrique contemporaine* vol.218, n°2 p.199-224.

BRUN S. 2019, *Troubles dans la race. Construction et négociation des frontières raciales dans deux types de familles mixtes en France*. Thèse de doctorat en sociologie, Sciences Po Paris.

CHARNAY J. 2017, « Les Syro-Libanais en Afrique Occidentale Française (A.O.F) des années 1880 à 1939 », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], URL : <http://journals.openedition.org/remmm/9745>.

CORET C., 2019, « L'invention du 'Sultanat Swahili'. Usages d'une identité swahili à Witu sur la côte est-africaine (XIXe siècle) », *Cahiers d'Afrique*, vol. 30, p. 25-46.

CRUISE O'BRIEN R. 1972, *White society in black Africa. The French of Senegal*, Londres, Faber & Faber.

DAUM C., DOUGNON I. 2009 (dir.), *L'Afrique en mouvement, Hommes et migrations*, n°1279.

DESPRES A. 2017, « "Venues pour les plages, restées pour les garçons" ? Du tourisme à l'expatriation amoureuse des femmes occidentales à Zanzibar », *Recherches familiales*, n°14, p. 67-78.

DIA H. 2015, *Trajectoires et pratiques migratoires des Haalpulaaren du Sénégal : socio-anthropologie d'un « village multi-situé »*, Paris, L'Harmattan.

DIAWARA M., 1994, "Der Blick vom Anderen Ufer. Oder: Die Entdeckung des Weißen », in SCHLUMBERGER J.A. & SEGL P. (dir.), *Europa – aber was ist es? Aspekte seiner Identität in interdisziplinärer Sicht*, Cologne, Böhlau, p. 255-283.

DOS SANTOS I. 2016, « L'Angola, un Eldorado pour la jeunesse portugaise ? Mondes imaginés et expériences de la mobilité dans l'espace lusophone », *Cahiers d'études africaines*, vol. 221-222, n°1-2 p. 29-52.

DOZON J-P. 2003, *Frères et sujets. La France et L'Afrique en perspective*, Paris, Flammarion.

DRAGANI A. 2018, « Le transfert humanitaire au prisme des relations intimes. Hétérogamies extrêmes et "nouveaux cadets sociaux" au Niger, Fondation Croix-Rouge française, *Les Papiers de la Fondation*, n°18, 18 p.

EL CHAB M. 2016, « La migration régionale et entrepreneuriale des Libanais de Dakar, Abidjan et Ouagadougou », *Emulations*, vol.17, p.77-92.

- EL CHAB M. 2019, L'économie de bazar en Afrique de l'Ouest : les entrepreneurs libanais à Abidjan, Dakar et Ouagadougou, Thèse de doctorat en anthropologie, EHESS, Paris.
- FABBIANO G., PERALDI M., POLI A., TERRAZZONI L. (dir.) 2019, *Les migrations des Nord vers les Suds*, Paris, Karthala.
- FOUERE M-A. 2010, « Ni d'ici, ni d'ailleurs. Les tiraillements identitaires des Indiens d'Afrique de l'Est entre local et global », in ROUILLARD P. (ed.) *Portraits de colons, portraits de migrants II*, Paris, De Boccad.
- GEOFFRION K., 2016, « Femmes blanches en Afrique subsaharienne. De la coopération internationale à la mixité conjugale », *Cahiers d'études africaines*, vol.1-2, n°221-222, p.127-152
- GOLDSCHMIDT E. 2002, « Migrants congolais en route vers l'Europe », *Les Temps Modernes*, vol. 4, n°620-62, p. 208-239
- GROSSETTI M. 1986, « Enseignants en coopération. Aperçus sur un type particulier de trajectoires sociales », *Revue française de sociologie*, vol.27, n°1, p.133-148.
- GUEYE A. 2001, *Les intellectuels africains en France*, Paris, L'Harmattan.
- HORNE N., 2019. "The making and the meaning of whiteness in Lagos, Nigeria", presented at the 8<sup>th</sup> European Conference in African Studies, Edinburgh.
- HURNI B. 2019, « Des blancs et des noirs à Dakar. L'insertion urbaine des blancs à Dakar : recompositions spatiales et humaines en contexte postcolonial », Mémoire de master 2 recherche, Université Paris Diderot.
- KAARSHOLM P., 2016, "Indian Ocean networks and the transmutations of servitude: the protector of Indian immigrants and the administration of freed slaves and indentured labourers in Durban in the 1870s", *Journal of Southern African Studies*, vol. 42, n°3, p. 443-461
- LABAKI B. 1993, "L'émigration libanaise en Afrique occidentale sud-saharienne", *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 9, n°2, p. 91-112.
- LEICHTMAN M. 2005, "The Legacy of Transnational Lives: Beyond the First Generation of Lebanese in Senegal," *Ethnic and Racial Studies* 28(4), p. 663-686.
- LEICHTMAN M. 2010, "Migration, War, and the Making of a Transnational Lebanese Shi'i Community in Senegal," *International Journal of Middle East Studies* 42(2), p. 269-290.
- LEICHTMAN M. 2013, "From the Cross (and Crescent) to the Cedar and Back Again: Transnational Religion and Politics among Lebanese Christians in Senegal," *Anthropological Quarterly* 86(1), p. 35-74
- MAMDANI M. 2004, *Citoyen et sujet. L'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*. Paris, Karthala
- MARFAING, L. THIEL A. 2013, « Petits commerçants chinois en Afrique et saturation des marchés ouest-africains. Déconstruction d'une rumeur (Dakar-Accra) », *Migrations sociétés*, vol. 5, n° 149, p. 137-158
- MARY K. 2010, « Entre la "forteresse Europe" et l'Amérique d'Obama », *Hommes & migrations*, 1286-1287, p.124-133.
- METAXIDES N. A. 2010, « Les Grecs du Cameroun, une diaspora d'entrepreneurs (1950-2007) », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 26, n° 2, p. 169-189.
- OONK G. 2006, "South Asians in East Africa (1880-1920) with a particular focus on Zanzibar: toward a historical explanation of economic success of a middlemen minority", *African and Asian Studies*, vol. 5, n°1, p. 57-90
- PAPINOT C. 1998, « "Vazaha-l'étranger" : de l'origine extraterritoriale à l'exclusion symbolique », *Journal des anthropologues*, vol. 72-73, p. 107-117.
- PERALDI M., TERRAZZONI L. 2016, « Anthropologie des Européens en Afrique. Mémoires coloniales et nouvelles aventures migratoires », *Cahiers d'études africaines*, vol. 221-222, n°1-2, p. 9-28.
- PIERRE J., 2012, *The Predicament of Blackness: Postcolonial Ghana and the Politics of Race*, Chicago, IL, The University of Chicago Press
- POUTIGNAT P. & STREIFF-FENART J. 1995, *Théories de l'ethnicité. Suivi de Les groupes ethniques et leurs frontières par F.Barth*, Paris, Presses Universitaires de France

- QUASHIE H., 2015, « La “blanchité” au miroir de l’africanité : migrations et constructions sociales urbaines d’une assignation identitaire peu explorée (Dakar) », *Cahiers d’Etudes Africaines*, vol. 4, n°220, p. 761-785
- QUASHIE H., 2016a, « Des migrants européens sur le littoral sénégalais (Petite Côte, Saloum) : entre ouverture économique et repli identitaire », *Autrepart*, vol. 77, p. 125-141
- QUASHIE H., 2016b, « Débuter sa carrière professionnelle en Afrique. L’idéal d’insertion sociale des volontaires français à Dakar et Antananarivo (Sénégal, Madagascar) », *Cahiers d’études africaines*, n°221-222, p. 53-80
- QUIMINAL C. 1991, *Gens d’ici, gens d’ailleurs. Migrations soninké et transformation villageoise*, Paris, Christian Bourgeois éditeur.
- RAJAOSON J. 2013, « Les Chinois en Afrique : essai de catégorisation à partir d’une enquête effectuée à Dakar », *Migrations Société*, vol. 149, n°5, p. 159-174.
- RUBBERS B. 2007, « Pour une anthropologie du racisme. Réflexions à partir du cas de la minorité blanche au Katanga », in PETIT P. et NORET J. (éds.), *Corps, performance, religion. Etudes anthropologiques offertes à Philippe Jaspers*, Paris, Publibook, p. 117-136.
- RUBBERS B. 2009, *Faire fortune en Afrique. Anthropologie des derniers colons du Katanga*, Paris, Karthala.
- SAMBOU C., 2020, « “Tu es devenu toubab”. Comprendre le retour temporaire au prisme des attentes de la famille restée au pays chez les migrants originaires d’Afrique subsaharienne », *Emulations*, n°34, p. 77-95
- SCHILLER GLICK N., BASCH L. & BLANC-SZANTON C. 1992, “Transnationalism: a new analytic framework for understanding migration”, *Annals of the New York Academy of Sciences*, vol. 645, n°1, p. 1-24
- SMITH E., 2019, « La 9eme circonscription des Français établis hors de France : profil démographique et sociologique », Working paper, LAM / Sciences Po Bordeaux.
- TANDIAN A., 2007, “Barça ou Barsaax (aller à Barcelone ou mourir) : le désenchantement des familles et des candidats à la migration », *Diasporas. Histoire et Sociétés*, n°9, p. 124-137.
- TARAF-NAJIB S. 1997, « Territoires migratoires, territoires de familles chez les Libanais de Dakar : espace en mouvement et culture locale », in BONNEMAISON J., CAMBREZY L. & QUINTY BOURGEOIS L. (eds.) *Le territoire, lien ou frontière ? Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales*, Paris, ORSTOM.
- TELEP S. 2018, « Moi, je whitise jamais ». Accent, subjectivité et processus d’accommodation langagière en contexte migratoire et postcolonial », *Langage et Société*, vol. 3, n°165, p. 31-49.
- TIMERA M. 1996, *Les Soninke en France. D’une histoire à l’autre*, Paris, Karthala.
- TIMERA M. 2012, “Migrations between transit, settlement and redefinitions of identity: A case study of Senegalese migrants in Morocco and Nigerian migrants in Senegal”, in STREIFF-FENART J. & SEGATTI A. (eds.) *The Challenge of the Threshold: Border Closures and Migration Movements in Africa*, Lanham, Lexington Books, p. 197-215.
- TISSEAU V. 2010, « Quand l’intime défie l’ordre colonial - Les couples de Malgaches et d’Européennes dans les Hautes Terres centrales de Madagascar (1896-1960) », *Genre et Histoire*, n° 7, URL <http://genrehistoire.revues.org/index1063.html>.
- TRAORE L., 2020, « Les usages du langage et des langues en campagne électorale à Bamako », présenté dans *Arpenter le politique. Terrains du conflit et de la légitimation*, 11 décembre, ENS.